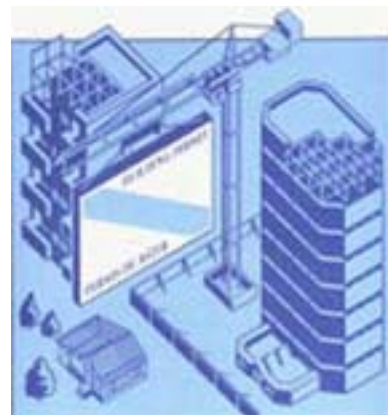


N° 64-001-X au catalogue

Permis de bâtir

Mars 2011



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel à infostats@statcan.gc.ca ou par téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

Centre de contact national de Statistique Canada

Numéros sans frais (Canada et États-Unis) :

Service de renseignements	1-800-263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1-800-363-7629
Télécopieur	1-877-287-4369

Appels locaux ou internationaux :

Service de renseignements	1-613-951-8116
Télécopieur	1-613-951-0581

Programme des services de dépôt

Service de renseignements	1-800-635-7943
Télécopieur	1-800-565-7757

Comment accéder à ce produit

Le produit n° 64-001-X au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca et de parcourir par « Ressource clé » > « Publications ».

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de *normes de service à la clientèle* que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « À propos de nous » > « Notre organisme » > « Offrir des services aux Canadiens ».

Statistique Canada

Division de l'investissement et du stock de capital
Section des indicateurs courants de l'investissement

Permis de bâtir

Mars 2011

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2011

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Mai 2011

Nº 64-001-X au catalogue, vol. 55, nº 3

ISSN 1496-3949

Périodicité : mensuelle

Ottawa

This publication is also available in English.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Information pour l'utilisateur

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- P provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Remerciements

Cette publication a été rédigée sous la direction de :

- Craig Kuntz, directeur intérimaire, Division de l'investissement et du stock de capital
- George Sciadas, Directeur **adjoint**, Division de l'investissement et du stock de capital
- M. Labonté, Chef, Section des indicateurs courants de l'investissement
- N. Charron, Analyste, Section des indicateurs courants de l'investissement
- J. Gaudreault, Contrôle de qualité, Section des indicateurs courants de l'investissement

Avis important

Les changements de limites territoriales, de status et de noms d'entités géographiques qui ont eu lieu avant janvier 2006 sont inclus dans la présente publication. Ces changements géographiques sont disponibles en écrivant à :

Statistique Canada
Division de l'investissement et du stock de capital
Section des indicateurs courants de l'investissement
Immeuble Jean-Talon, 9 D-3
150 promenade Tunney's Pasture
Ottawa, Ontario K1A 0T6
ou en téléphonant au : 613-951-6321

Table des matières

Faits saillants	5
Analyse – Mars 2011	6
Secteur résidentiel : hausse des intentions de construction de logements multifamiliaux et unifamiliaux	6
Secteur non résidentiel : augmentation dans la composante institutionnelle	7
Fortes intentions de construction en Ontario	7
Hausse de la valeur des permis dans la plupart des régions métropolitaines de recensement	7
Graphiques	
1. Valeur totale des permis de bâtir	8
2. Valeur résidentielle des permis de bâtir – Total	8
3. Nombre d'unités de logement – Unifamilial et multiple	9
4. Valeur non résidentielle des permis de bâtir – Total	9
5. Valeur commerciale des permis de bâtir	10
6. Valeur industrielle des permis de bâtir	10
7. Valeur institutionnelle et gouvernementale des permis de bâtir	11
Produits connexes	12
Tableaux statistiques	
1 Valeur totale des permis de bâtir, provinces et territoires, désaisonnalisée	15
2 Valeur des permis de bâtir non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée	15
3 Valeur des permis de bâtir résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée	16
4 Nombre d'unités de logement autorisées, provinces et territoires, désaisonnalisées à un taux annuel	16
5 Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisées, 2011	17
6 Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2011	19
7 Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2011	23
8 Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, mars 2011	25
9 Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier à mars 2011	26
10 Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2011	27
11 Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, mars 2011	29

Table des matières – suite

12	Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier à mars 2011	30
13	Valeur des permis non résidentiels selon le genre de bâtiment, provinces et territoires, mars 2011	31

Qualité des données, concepts et méthodologie

	Description – Enquête mensuelle sur les permis de bâtir	32
	Sources de données et méthodologie	33
	Concepts et variables observées	35
	Catégories de bâtiments	36
	Classification géographique	37
	Exactitude des données	39
	Comparabilité des données et sources connexes	40

Appendice

I	Abréviations géographiques	41
---	----------------------------	----

Faits saillants

Les municipalités ont délivré pour 6,8 milliards de dollars de permis de bâtir en mars, en hausse de 17,2 % par rapport à février. Il s'agit d'un niveau jamais atteint depuis juin 2007. Cette augmentation était principalement attribuable à une hausse observée dans les secteurs résidentiel et non résidentiel en Ontario.

Analyse – Mars 2011

Les municipalités ont délivré pour 6,8 milliards de dollars de permis de bâtir en mars, en hausse de 17,2 % par rapport à février. Il s'agit d'un niveau jamais atteint depuis juin 2007. Cette augmentation était principalement attribuable à une hausse observée dans les secteurs résidentiel et non résidentiel en Ontario.

Après deux baisses mensuelles consécutives, la valeur des permis de construction résidentielle a augmenté de 33,9 % pour s'établir à 4,0 milliards de dollars en mars, soit le niveau le plus élevé depuis mars 2010. L'Ontario a enregistré la plus forte hausse au chapitre des permis de construction de logements unifamiliaux et multifamiliaux. En mars, six autres provinces ont également enregistré une hausse dans le secteur résidentiel.

Dans le secteur non résidentiel, la valeur des permis a légèrement diminué de 0,4 % pour se chiffrer à 2,8 milliards de dollars, après avoir connu une augmentation de 72,7 % en février. La diminution des intentions de construction observée dans les composantes industrielle et commerciale a plus que neutralisé le sommet atteint dans la composante institutionnelle.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 400 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction.

Les collectivités représentant les 5 % restants de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa–Gatineau (Ontario/Québec) est divisée en deux régions, soit la partie Gatineau et la partie Ottawa.

Révision

Les données provisoires sont fournies pour le mois de référence en cours. Les données révisées, fondées sur les réponses tardives, sont mises à jour pour le mois précédent.

La valeur totale des permis a augmenté dans huit provinces. L'Alberta a enregistré la plus importante baisse en mars en raison d'une diminution dans le secteur non résidentiel, après une forte hausse enregistrée en février.

Secteur résidentiel : hausse des intentions de construction de logements multifamiliaux et unifamiliaux

La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a plus que doublé en mars pour atteindre 1,9 milliard de dollars, et ce, à la suite de deux baisses mensuelles consécutives. Cette hausse provenait principalement de l'augmentation des intentions de construction observée dans huit provinces, l'Ontario, le Québec et l'Alberta étant arrivés en tête.

Les municipalités ont délivré pour 2,1 milliards de dollars de permis de construction de logements unifamiliaux en mars, en hausse de 2,5 % par rapport à février. L'augmentation des intentions de construction, particulièrement en Ontario et en Alberta, a neutralisé les diminutions enregistrées dans d'autres provinces.

À l'échelle nationale, les municipalités ont approuvé 17 141 nouveaux logements en mars, en hausse de 26,7 % par rapport à février. La hausse provenait des logements multifamiliaux, qui ont augmenté de 55,5 % pour atteindre 10 469 unités. Les logements unifamiliaux ont diminué de 1,9 % pour se chiffrer à 6 672 unités.

Secteur non résidentiel : augmentation dans la composante institutionnelle

La valeur des permis de construction institutionnelle a augmenté de 83,1 % en mars après avoir doublé en février. Les intentions de construction institutionnelle ont atteint un sommet de 1,3 milliard de dollars en raison de hausses observées dans l'ensemble des provinces et des territoires. L'Ontario, qui a affiché la plus forte hausse, a enregistré une augmentation des intentions de construction d'établissements d'enseignement et d'établissements médicaux.

Dans la composante commerciale, la valeur des permis a diminué de 1,7 % pour s'établir à 1,2 milliard de dollars en mars, après une hausse de 22,3 % en février. Les plus fortes baisses ont été enregistrées en Alberta et au Québec, ces provinces ayant affiché une diminution des intentions de construction dans une vaste gamme d'immeubles à vocation commerciale, notamment des hôtels, des bureaux et des entrepôts. Toutefois, les intentions de construction commerciale ont augmenté dans la moitié des provinces. Les plus fortes hausses ont été notées dans les permis de construction d'immeubles à bureaux en Colombie-Britannique et de la catégorie d'hôtels et de restaurants en Ontario.

Après une forte hausse en février, les municipalités ont délivré pour 309 millions de dollars de permis de construction d'immeubles industriels en mars, en baisse de 65,1 %. La plus forte diminution provenait des bâtiments de transports et de services publics en Alberta et des usines de fabrication en Ontario.

Fortes intentions de construction en Ontario

La valeur des permis de bâtir a augmenté dans huit provinces, et la plus forte augmentation a été enregistrée en Ontario. La hausse observée en Ontario faisait suite à deux reculs mensuels consécutifs et était principalement attribuable aux permis de construction de logements multifamiliaux et d'établissements institutionnels.

En Colombie-Britannique, l'augmentation était principalement attribuable aux permis de construction d'établissements commerciaux et de logements multifamiliaux. Au Québec, l'augmentation combinée des permis de construction de logements multifamiliaux et de bâtiments industriels a plus que neutralisé la diminution affichée au chapitre des permis de construction commerciale.

En revanche, l'Alberta a enregistré la plus importante baisse en raison d'une diminution des intentions de construction dans les composantes industrielle et commerciale. Terre-Neuve-et-Labrador est la seule autre province ayant enregistré une diminution, et ce, à la suite de la baisse des permis de logements unifamiliaux et d'immeubles à vocation commerciale.

Hausse de la valeur des permis dans la plupart des régions métropolitaines de recensement

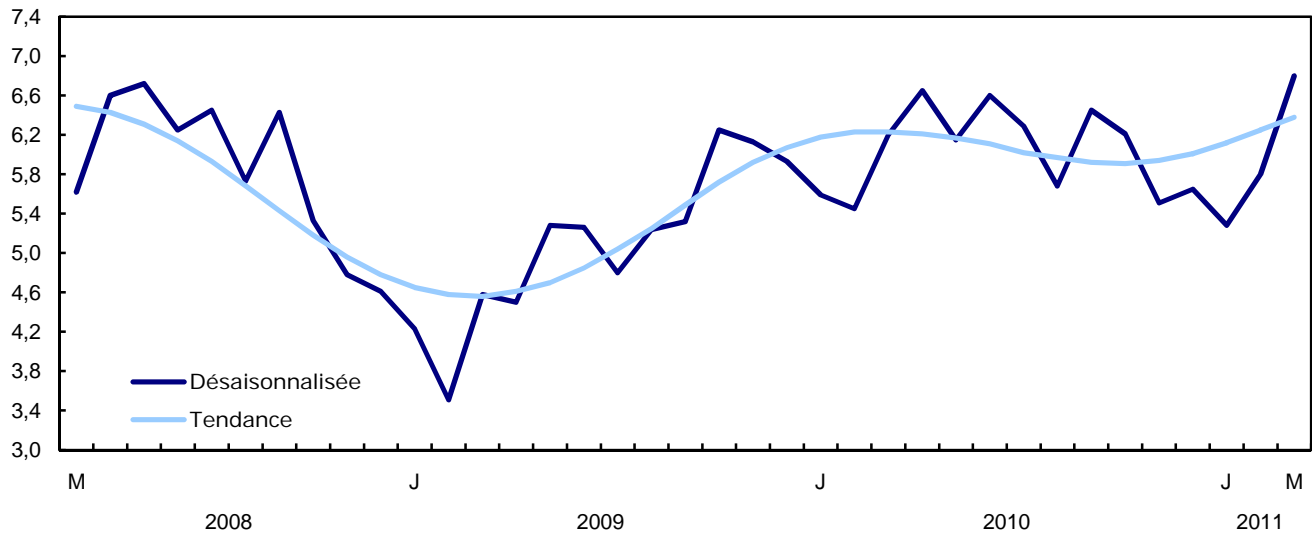
La valeur totale des permis a augmenté dans 22 des 34 régions métropolitaines de recensement en mars.

Toronto, Vancouver et Montréal ont connu les plus fortes hausses. À Toronto, l'augmentation provenait principalement des permis de construction de logements multifamiliaux, et ce, à la suite d'une diminution enregistrée en février. À Vancouver, l'augmentation était principalement attribuable à la composante commerciale. À Montréal, l'augmentation provenait de toutes les composantes, sauf des logements unifamiliaux.

En revanche, les plus fortes diminutions ont été enregistrées à Calgary, à Ottawa et à Hamilton. À Calgary, la diminution était principalement attribuable aux bâtiments industriels et aux immeubles à vocation commerciale. À Ottawa et à Hamilton, la diminution provenait particulièrement des permis de construction de bâtiments commerciaux et de logements unifamiliaux.

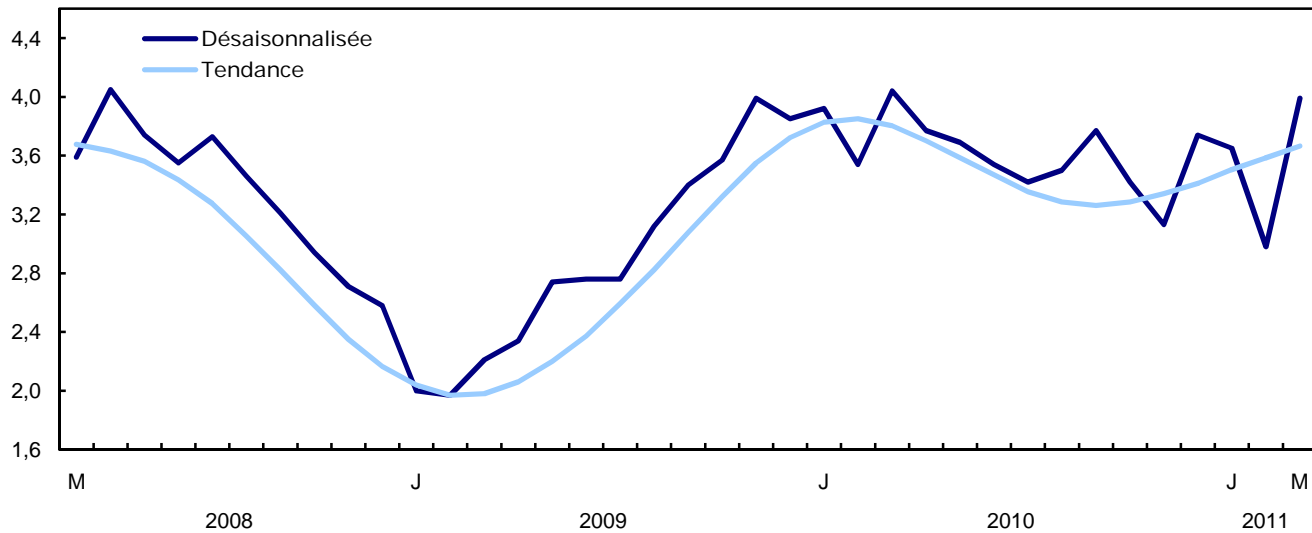
Graphique 1
Valeur totale des permis de bâtir

milliards de dollars

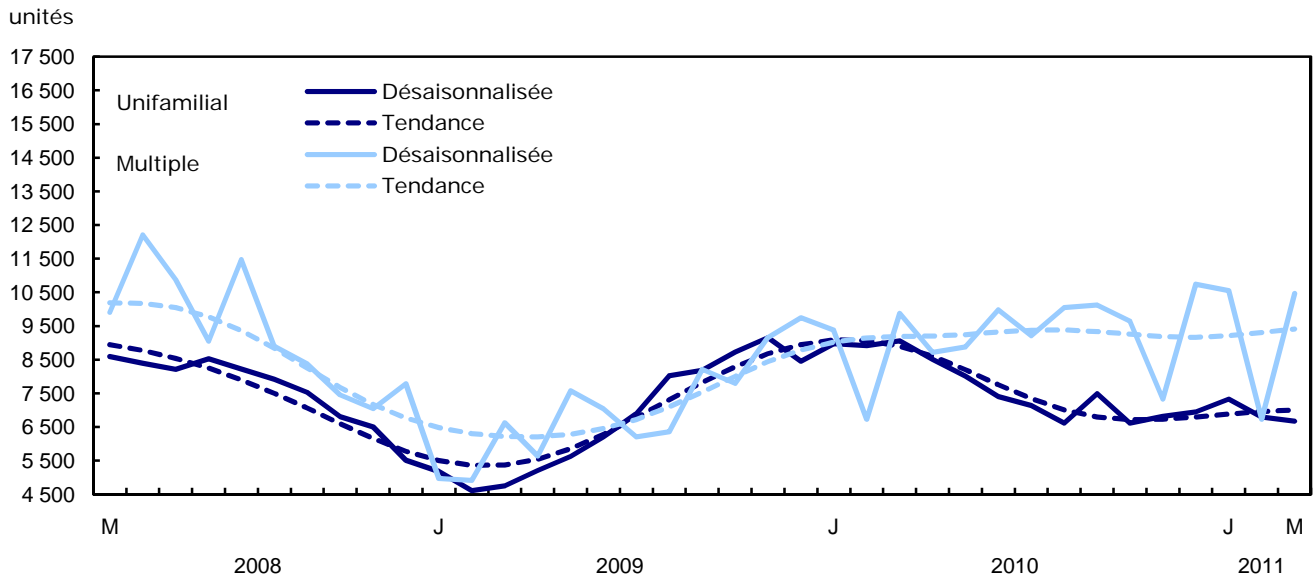


Graphique 2
Valeur résidentielle des permis de bâtir – Total

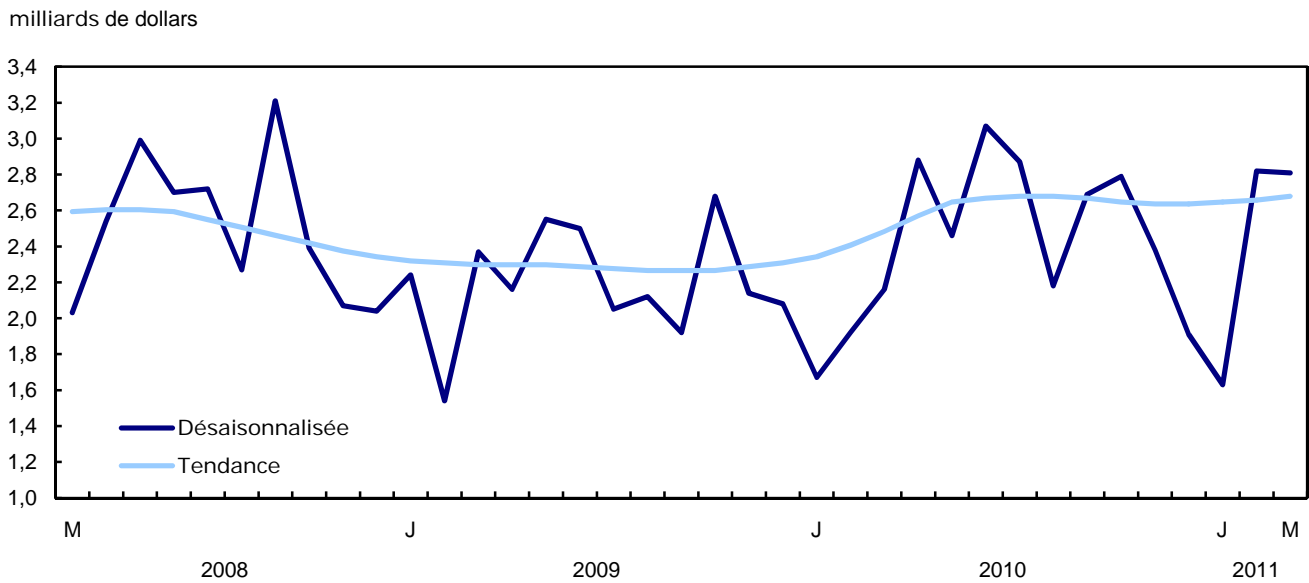
milliards de dollars



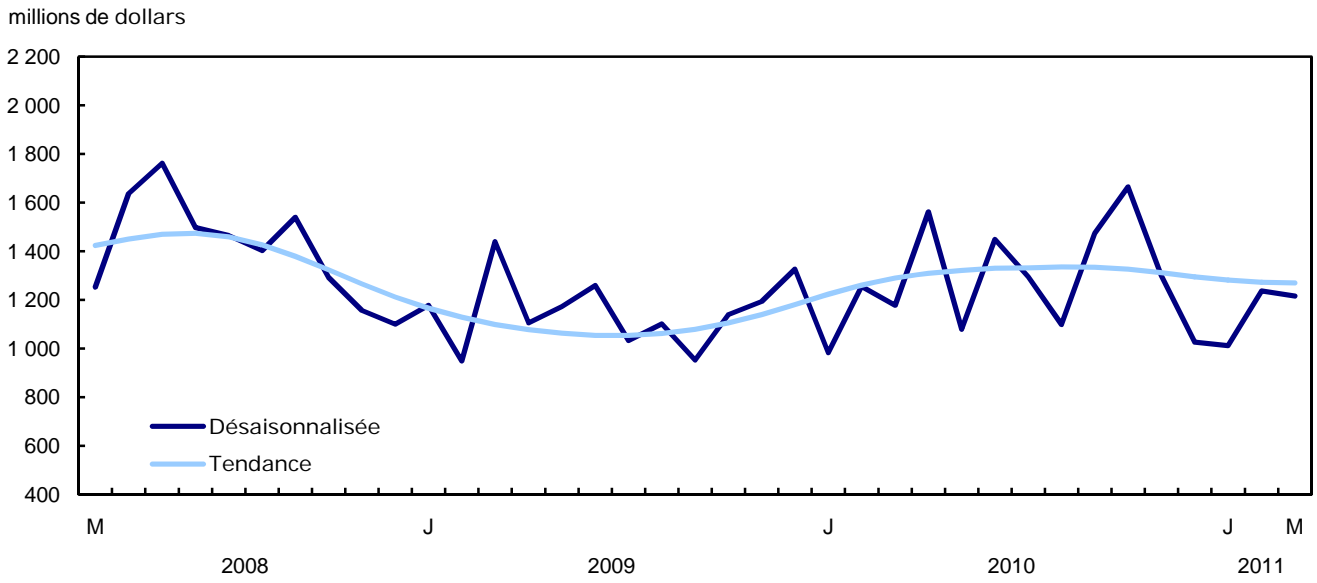
Graphique 3
Nombre d'unités de logement – Unifamilial et multiple



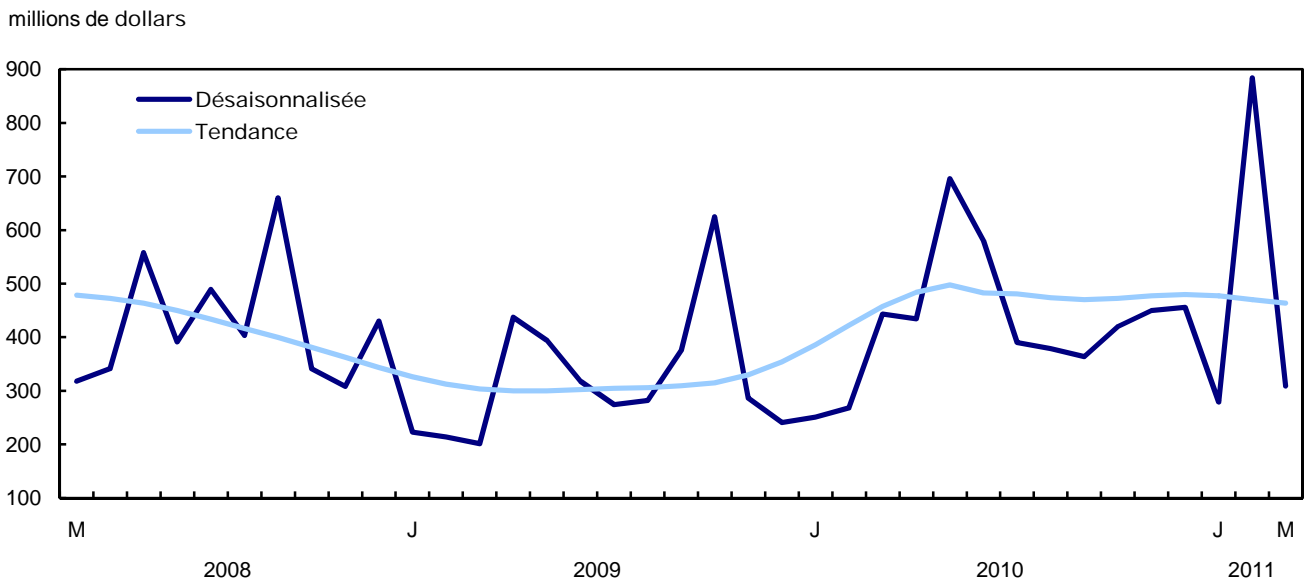
Graphique 4
Valeur non résidentielle des permis de bâtir – Total



Graphique 5
Valeur commerciale des permis de bâtir

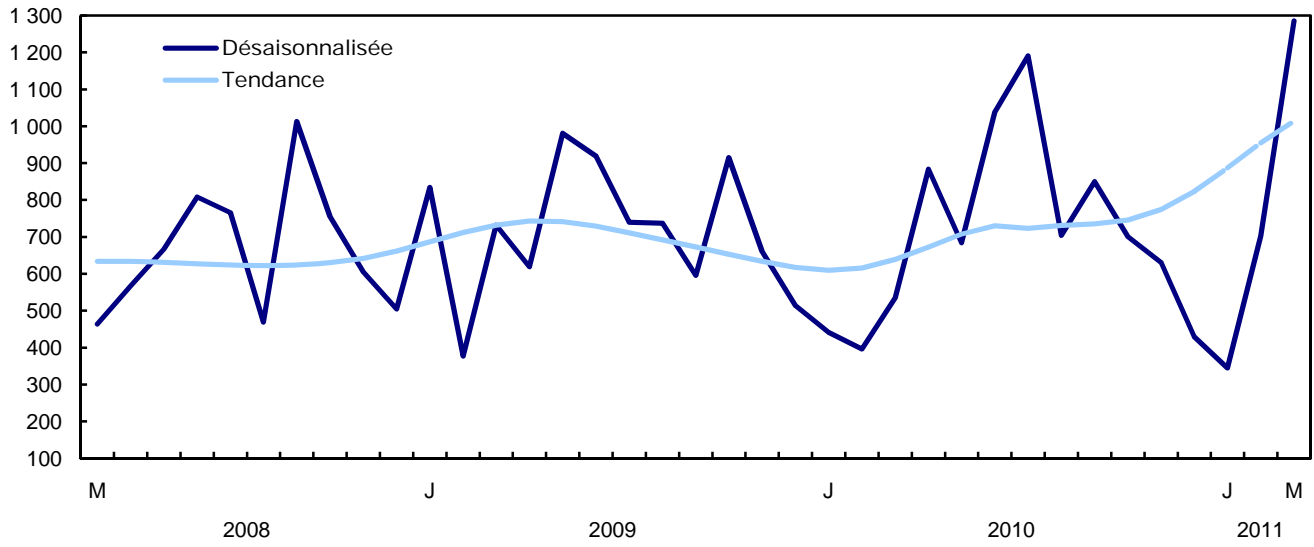


Graphique 6
Valeur industrielle des permis de bâtir



Graphique 7
Valeur institutionnelle et gouvernementale des permis de bâtir

millions de dollars



Produits connexes

Choisis parmi les publications de Statistique Canada

61-205-X	Investissements privés et publics au Canada : perspectives
62-202-X	Les habitudes de dépenses au Canada
64-203-X	Permis de bâtir : sommaire annuel

Choisis parmi les produits techniques et analytiques de Statistique Canada

62F0014M1996002	Une analyse de certaines méthodologies appliquées aux indices des prix de la construction
-----------------	---

Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada

026-0001	Permis de bâtir, valeurs résidentielles et nombre d'unités, selon le type de logement, mensuel
026-0002	Permis de bâtir, unités de logements selon le type de logement et la région, mensuel
026-0003	Permis de bâtir, valeurs selon le secteur d'activité, mensuel
026-0004	Permis de bâtir, valeurs selon le secteur d'activité et la région, mensuel
026-0005	Permis de bâtir, valeurs non résidentielles selon le type de structure, mensuel
026-0006	Permis de bâtir, selon le type de structure et la région, désaisonnalisées, mensuel
026-0007	Permis de bâtir, unités de logements selon le type de structure et la valeur et selon le secteur d'activité, mensuel
026-0008	Permis de bâtir, valeurs selon le secteur d'activité, désaisonnalisées et non désaisonnalisées, mensuel
026-0010	Permis de bâtir, valeurs résidentielles et non résidentielles selon le type de structure pour Canada et les centres urbains, 10 000 et plus, mensuel

Choisis parmi les enquêtes de Statistique Canada

2802 Enquête des permis de bâtir

Choisis parmi les tableaux sommaires de Statistique Canada

- *Valeur des permis de bâtir, province et territoire (mensuel)*
- *Valeur des permis de bâtir, région métropolitaine de recensement (mensuel)*
- *Indicateurs économiques, par province et territoire (mensuel et trimestriel)*
- *Valeur des permis de construction, par province et territoire*
- *Valeur des permis de bâtir délivrés, selon le secteur de construction*

Tableaux statistiques

Tableau 1
Valeur totale des permis de bâtir, provinces et territoires, désaisonnalisée

	2011	2011	Mars	Février	Janvier	Décembre	Novembre	Octobre
	Mars ^p	Février ^r	à février	à janvier	à décembre	à novembre	à octobre	à septembre
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	6 797 993	5 801 726	17,2	9,8	-6,6	2,6	-11,2	-3,8
Terre-Neuve-et-Labrador	67 756	85 213	-20,5	-3,8	16,6	-16,8	-50,8	142,8
Île-du-Prince-Édouard	22 333	16 987	31,5	12,4	-35,7	5,7	8,7	-39,9
Nouvelle-Écosse	129 176	109 665	17,8	7,2	9,4	-26,0	-26,1	55,1
Nouveau-Brunswick	85 518	43 768	95,4	-17,8	-30,6	-8,1	1,3	-16,6
Québec	1 187 141	1 121 016	5,9	-16,0	29,2	-20,1	15,2	-13,4
Ontario	3 235 773	2 001 685	61,7	-4,3	-16,1	22,3	-6,4	-16,0
Manitoba	143 364	134 121	6,9	4,6	-21,6	11,7	-15,0	25,4
Saskatchewan	190 661	172 945	10,2	-10,9	-5,6	19,5	-24,2	46,6
Alberta	867 902	1 483 164	-41,5	112,7	-19,6	0,0	1,2	1,5
Colombie-Britannique	851 690	626 672	35,9	10,5	-8,0	-5,8	-44,0	8,0
Yukon	8 019	3 943	103,4	-59,1	195,3	-70,6	53,6	-58,5
Territoires du Nord-Ouest	660	1 947	-66,1	348,6	-77,3	91,7	-84,7	4,6
Nunavut	8 000	600	1 233,3	59 900,0	0,0	-66,7	-99,9	487,6

Tableau 2
Valeur des permis de bâtir non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée

	2011	2011	Mars	Février	Janvier	Décembre	Novembre	Octobre
	Mars ^p	Février ^r	à février	à janvier	à décembre	à novembre	à octobre	à septembre
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	2 809 865	2 822 234	-0,4	72,7	-14,5	-19,7	-14,6	3,7
Terre-Neuve-et-Labrador	12 295	17 601	-30,1	41,6	48,8	-74,7	-74,6	476,4
Île-du-Prince-Édouard	11 457	8 053	42,3	2,9	7,6	-16,3	2,6	-65,0
Nouvelle-Écosse	53 696	21 513	149,6	-46,1	189,5	-66,9	-53,8	152,9
Nouveau-Brunswick	46 418	10 625	336,9	-55,6	-33,6	-2,6	-8,6	-19,7
Québec	312 162	314 092	-0,6	4,7	5,6	-47,5	25,9	-17,7
Ontario	1 524 464	1 113 238	36,9	41,2	-2,2	-10,4	-21,1	-5,6
Manitoba	55 518	35 942	54,5	142,0	-68,5	-24,6	-0,2	38,7
Saskatchewan	88 442	73 328	20,6	-17,4	7,9	47,7	-57,0	103,6
Alberta	307 507	1 043 799	-70,5	337,0	-40,2	-5,1	14,5	1,6
Colombie-Britannique	393 313	182 508	115,5	54,4	-47,6	-16,5	-28,5	13,5
Yukon	4 161	434	858,8	-63,1	124,2	-93,0	101,7	-74,6
Territoires du Nord-Ouest	432	1 101	-60,8	437,1	-78,1	51,8	-85,7	-7,1
Nunavut	0	0	...	-100,0	...	...	-100,0	-90,5

Tableau 3
Valeur des permis de bâtir résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée

	2011 Mars ^p	2011 Février ^r	Mars à février	Février à janvier	Janvier à décembre	Décembre à novembre	Novembre à octobre	Octobre à septembre
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	3 988 128	2 979 492	33,9	-18,3	-2,5	19,6	-8,5	-9,2
Terre-Neuve-et-Labrador	55 461	67 612	-18,0	-11,2	12,6	16,0	4,8	3,2
Île-du-Prince-Édouard	10 876	8 934	21,7	22,6	-55,1	19,7	13,0	21,7
Nouvelle-Écosse	75 480	88 152	-14,4	41,3	-21,7	-5,9	4,8	8,3
Nouveau-Brunswick	39 100	33 143	18,0	13,2	-28,0	-12,5	10,9	-13,3
Québec	874 979	806 924	8,4	-22,0	38,2	-0,4	8,5	-10,5
Ontario	1 711 309	888 447	92,6	-31,9	-22,7	48,0	9,8	-25,1
Manitoba	87 846	98 179	-10,5	-13,4	-2,7	38,9	-23,5	18,9
Saskatchewan	102 219	99 617	2,6	-5,5	-14,6	6,0	19,4	6,8
Alberta	560 395	439 365	27,5	-4,1	-1,9	4,9	-8,8	1,5
Colombie-Britannique	458 377	444 164	3,2	-1,1	14,8	1,7	-51,4	5,5
Yukon	3 858	3 509	9,9	-58,5	208,9	-24,1	2,6	24,8
Territoires du Nord-Ouest	228	846	-73,0	269,4	-76,5	156,6	-82,5	39,4
Nunavut	8 000	600	1 233,3	...	-100,0	-66,7	-99,9	43 075,0

Tableau 4
Nombre d'unités de logement autorisées, provinces et territoires, désaisonnalisées à un taux annuel

	2011 Mars ^p	2011 Février ^r	Mars à février	Février à janvier	Janvier à décembre	Décembre à novembre	Novembre à octobre	Octobre à septembre
	unités		variation en pourcentage					
Canada	205 692	162 348	26,7	-24,4	1,1	25,1	-13,1	-7,6
Terre-Neuve-et-Labrador	2 592	2 940	-11,8	-25,8	5,4	2,6	11,3	11,4
Île-du-Prince-Édouard	996	540	84,4	0,0	-50,5	-3,2	8,0	52,6
Nouvelle-Écosse	4 224	5 628	-24,9	77,0	-35,5	-5,9	7,4	-0,5
Nouveau-Brunswick	2 544	1 848	37,7	16,7	-34,0	-33,1	-2,0	-21,8
Québec	57 240	53 400	7,2	-25,8	44,2	8,3	7,4	-15,0
Ontario	76 908	42 708	80,1	-41,8	-17,1	57,1	5,5	-25,6
Manitoba	4 608	6 996	-34,1	1,0	4,7	30,3	-53,0	95,7
Saskatchewan	5 016	4 488	11,8	-23,0	-30,1	-8,1	83,1	4,6
Alberta	29 100	20 100	44,8	0,7	-18,4	14,1	-22,7	14,5
Colombie-Britannique	21 960	23 376	-6,1	-13,1	21,8	25,2	-58,0	2,6
Yukon	240	264	-9,1	-38,9	89,5	-44,1	54,5	-4,3
Territoires du Nord-Ouest	24	36	-33,3	...	...	...	-100,0	50,0
Nunavut	240	24	900,0	...	...	...	-100,0	...

Tableau 5
Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisées, 2011

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					Total
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			milliers de dollars					
Canada									
Février ^r	6 798	6 731	13 529	2 979 492	883 572	1 236 776	701 886	2 822 234	5 801 726
Mars ^p	6 672	10 469	17 141	3 988 128	308 511	1 216 230	1 285 124	2 809 865	6 797 993
Cumulatif janv. à mars 2011	20 803	27 755	48 558	10 616 326	1 471 018	3 464 029	2 331 541	7 266 588	17 882 914
Cumulatif janv. à mars 2010	26 939	25 982	52 921	11 496 712	961 764	3 414 944	1 372 302	5 749 010	17 245 722
Terre-Neuve-et-Labrador									
Février ^r	234	11	245	67 612	191	16 507	903	17 601	85 213
Mars ^p	191	25	216	55 461	532	6 298	5 465	12 295	67 756
Cumulatif janv. à mars 2011	688	103	791	199 208	925	29 275	12 128	42 328	241 536
Cumulatif janv. à mars 2010	726	103	829	210 787	1 011	30 580	12 929	44 520	255 307
Île-du-Prince-Édouard									
Février ^r	43	2	45	8 934	175	7 019	859	8 053	16 987
Mars ^p	34	49	83	10 876	5 220	2 204	4 033	11 457	22 333
Cumulatif janv. à mars 2011	120	53	173	27 095	6 518	15 758	5 062	27 338	54 433
Cumulatif janv. à mars 2010	111	100	211	30 004	1 549	12 462	5 868	19 879	49 883
Nouvelle-Écosse									
Février ^r	217	252	469	88 152	458	19 985	1 070	21 513	109 665
Mars ^p	202	150	352	75 480	1 822	43 374	8 500	53 696	129 176
Cumulatif janv. à mars 2011	633	453	1 086	226 026	3 256	101 328	10 549	115 133	341 159
Cumulatif janv. à mars 2010	751	416	1 167	236 242	21 521	51 083	27 581	100 185	336 427
Nouveau-Brunswick									
Février ^r	143	11	154	33 143	1 610	8 488	527	10 625	43 768
Mars ^p	143	69	212	39 100	2 690	12 526	31 202	46 418	85 518
Cumulatif janv. à mars 2011	405	93	498	101 517	6 334	31 540	43 123	80 997	182 514
Cumulatif janv. à mars 2010	646	316	962	144 918	14 953	25 872	15 594	56 419	201 337
Québec									
Février ^r	1 607	2 843	4 450	806 924	21 897	225 579	66 616	314 092	1 121 016
Mars ^p	1 355	3 415	4 770	874 979	75 833	163 790	72 539	312 162	1 187 141
Cumulatif janv. à mars 2011	4 621	10 595	15 216	2 716 730	145 910	595 003	185 321	926 234	3 642 964
Cumulatif janv. à mars 2010	5 741	10 038	15 779	2 814 132	120 163	623 990	268 652	1 012 805	3 826 937
Ontario									
Février ^r	2 091	1 468	3 559	888 447	178 268	414 641	520 329	1 113 238	2 001 685
Mars ^p	2 219	4 190	6 409	1 711 309	105 202	441 536	977 726	1 524 464	3 235 773
Cumulatif janv. à mars 2011	6 701	9 384	16 085	3 903 734	453 978	1 252 133	1 719 911	3 426 022	7 329 756
Cumulatif janv. à mars 2010	8 503	9 109	17 612	3 979 558	420 434	1 620 109	612 306	2 652 849	6 632 407
Manitoba									
Février ^r	323	260	583	98 179	7 118	26 793	2 031	35 942	134 121
Mars ^p	286	98	384	87 846	9 158	15 182	31 178	55 518	143 364
Cumulatif janv. à mars 2011	992	552	1 544	299 416	19 108	53 203	34 002	106 313	405 729
Cumulatif janv. à mars 2010	1 069	223	1 292	271 540	8 022	65 656	26 506	100 184	371 724
Saskatchewan									
Février ^r	318	56	374	99 617	6 598	61 092	5 638	73 328	172 945
Mars ^p	309	109	418	102 219	4 009	78 702	5 731	88 442	190 661
Cumulatif janv. à mars 2011	930	348	1 278	307 207	12 130	208 124	30 265	250 519	557 726
Cumulatif janv. à mars 2010	967	478	1 445	271 235	21 699	118 433	29 359	169 491	440 726
Alberta									
Février ^r	1 115	560	1 675	439 365	649 441	352 153	42 205	1 043 799	1 483 164
Mars ^p	1 257	1 168	2 425	560 395	67 653	161 666	78 188	307 507	867 902
Cumulatif janv. à mars 2011	3 635	2 128	5 763	1 458 067	758 390	695 552	136 204	1 590 146	3 048 213
Cumulatif janv. à mars 2010	5 168	1 525	6 693	1 860 688	295 341	506 548	216 730	1 018 619	2 879 307

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 5 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisés, 2011

	Nombre d'unités de logement			Résidentiel	Valeur estimative de la construction				Total
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total		Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			milliers de dollars					
Colombie-Britannique									
Février ^r	684	1 264	1 948	444 164	17 336	103 509	61 663	182 508	626 672
Mars ^p	656	1 174	1 830	458 377	35 842	288 492	68 979	393 313	851 690
Cumulatif janv. à mars 2011	1 999	4 020	6 019	1 351 601	63 023	477 872	153 152	694 047	2 045 648
Cumulatif janv. à mars 2010	3 217	3 674	6 891	1 665 373	54 260	329 787	156 465	540 512	2 205 885
Yukon									
Février ^r	22	0	22	3 509	386	3	45	434	3 943
Mars ^p	19	1	20	3 858	500	2 078	1 583	4 161	8 019
Cumulatif janv. à mars 2011	77	1	78	15 822	1 207	2 741	1 824	5 772	21 594
Cumulatif janv. à mars 2010	37	0	37	10 361	1 682	19 428	248	21 358	31 719
Territoires du Nord-Ouest									
Février ^r	1	2	3	846	94	1 007	0	1 101	1 947
Mars ^p	1	1	2	228	50	382	0	432	660
Cumulatif janv. à mars 2011	2	3	5	1 303	239	1 499	0	1 738	3 041
Cumulatif janv. à mars 2010	3	0	3	1 845	869	6 876	64	7 809	9 654
Nunavut									
Février ^r	0	2	2	600	0	0	0	0	600
Mars ^p	0	20	20	8 000	0	0	0	0	8 000
Cumulatif janv. à mars 2011	0	22	22	8 600	0	1	0	1	8 601
Cumulatif janv. à mars 2010	0	0	0	29	260	4 120	0	4 380	4 409

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : maison individuelle, chalet et maison mobile.

Tableau 6
Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2011

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					Total
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			milliers de dollars					
Abbotsford-Mission, Colombie-Britannique									
Février ^r	22	92	114	18 518	847	25	1 200	2 072	20 590
Mars ^p	20	5	25	4 531	1 397	9 273	0	10 670	15 201
Cumulatif janv. à mars 2011	59	98	157	26 713	3 059	11 185	1 200	15 444	42 157
Cumulatif janv. à mars 2010	121	40	161	28 643	3 209	3 415	404	7 028	35 671
Barrie, Ontario									
Février ^r	8	8	16	4 734	220	7 716	721	8 657	13 391
Mars ^p	19	110	129	29 212	437	7 425	2 136	9 998	39 210
Cumulatif janv. à mars 2011	34	118	152	37 194	902	16 637	5 016	22 555	59 749
Cumulatif janv. à mars 2010	77	3	80	28 991	1 059	10 335	1 020	12 414	41 405
Brantford, Ontario									
Février ^r	27	21	48	6 934	33	9 341	67	9 441	16 375
Mars ^p	16	7	23	4 067	32	333	451	816	4 883
Cumulatif janv. à mars 2011	73	52	125	16 977	119	10 903	609	11 631	28 608
Cumulatif janv. à mars 2010	86	67	153	24 638	849	7 523	235	8 607	33 245
Calgary, Alberta									
Février ^r	435	293	728	183 122	609 373	143 399	11 788	764 560	947 682
Mars ^p	417	533	950	217 870	15 293	79 040	30 406	124 739	342 609
Cumulatif janv. à mars 2011	1 337	860	2 197	555 406	627 225	237 330	51 991	916 546	1 471 952
Cumulatif janv. à mars 2010	1 788	610	2 398	640 881	59 119	159 123	100 825	319 067	959 948
Edmonton, Alberta									
Février ^r	340	211	551	155 717	5 263	96 911	29 569	131 743	287 460
Mars ^p	438	415	853	209 355	15 181	30 175	31 409	76 765	286 120
Cumulatif janv. à mars 2011	1 201	886	2 087	555 678	26 649	162 643	64 098	253 390	809 068
Cumulatif janv. à mars 2010	1 753	663	2 416	755 680	15 164	133 641	46 314	195 119	950 799
Grand Sudbury, Ontario									
Février ^r	5	1	6	3 403	2 311	2 542	721	5 574	8 977
Mars ^p	7	79	86	15 130	921	1 001	725	2 647	17 777
Cumulatif janv. à mars 2011	12	80	92	19 333	3 356	10 416	17 308	31 080	50 413
Cumulatif janv. à mars 2010	12	0	12	8 309	2 869	3 511	4 094	10 474	18 783
Guelph, Ontario									
Février ^r	51	13	64	13 448	4 235	1 195	0	5 430	18 878
Mars ^p	29	21	50	9 751	1 196	14 866	0	16 062	25 813
Cumulatif janv. à mars 2011	100	63	163	32 023	6 108	17 636	1 060	24 804	56 827
Cumulatif janv. à mars 2010	142	143	285	56 348	28 070	6 608	34 435	69 113	125 461
Halifax, Nouvelle-Écosse									
Février ^r	87	244	331	56 187	38	10 151	353	10 542	66 729
Mars ^p	82	99	181	38 997	240	13 787	8 095	22 122	61 119
Cumulatif janv. à mars 2011	251	370	621	121 187	734	41 974	8 810	51 518	172 705
Cumulatif janv. à mars 2010	323	348	671	128 813	13 335	15 036	11 179	39 550	168 363
Hamilton, Ontario									
Février ^r	137	61	198	54 359	6 601	58 459	3 974	69 034	123 393
Mars ^p	86	15	101	37 055	1 375	19 442	31 305	52 122	89 177
Cumulatif janv. à mars 2011	389	397	786	188 324	10 344	91 273	39 926	141 543	329 867
Cumulatif janv. à mars 2010	558	298	856	198 223	9 220	62 903	25 213	97 336	295 559
Kelowna, Colombie-Britannique									
Février ^r	32	17	49	11 303	585	2 682	51	3 318	14 621
Mars ^p	48	24	72	24 278	7 960	3 534	13 773	25 267	49 545
Cumulatif janv. à mars 2011	102	51	153	44 962	8 591	10 675	13 929	33 195	78 157
Cumulatif janv. à mars 2010	141	324	465	110 466	1 100	17 212	13 657	31 969	142 435

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 6 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2011

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					Total
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			milliers de dollars					
Kingston, Ontario									
Février r	34	13	47	8 135	32	739	0	771	8 906
Mars p	38	8	46	7 580	633	2 310	1 271	4 214	11 794
Cumulatif janv. à mars 2011	88	44	132	22 004	1 093	3 639	1 466	6 198	28 202
Cumulatif janv. à mars 2010	131	6	137	25 488	2 853	5 225	1 665	9 743	35 231
Kitchener-Cambridge-Waterloo, Ontario									
Février r	110	79	189	42 051	105 205	45 536	5 313	156 054	198 105
Mars p	112	72	184	45 407	11 353	7 346	142 661	161 360	206 767
Cumulatif janv. à mars 2011	315	327	642	141 037	175 697	78 169	152 221	406 087	547 124
Cumulatif janv. à mars 2010	278	394	672	138 559	39 401	226 616	143 011	409 028	547 587
London, Ontario									
Février r	110	14	124	36 415	612	7 697	73 397	81 706	118 121
Mars p	76	22	98	31 793	5 532	6 947	54 577	67 056	98 849
Cumulatif janv. à mars 2011	262	129	391	99 599	6 624	27 072	131 722	165 418	265 017
Cumulatif janv. à mars 2010	511	164	675	149 963	3 751	67 872	34 011	105 634	255 597
Moncton, Nouveau-Brunswick									
Février r	3	4	7	1 691	1 077	3 209	80	4 366	6 057
Mars p	30	51	81	12 008	86	5 927	25 554	31 567	43 575
Cumulatif janv. à mars 2011	38	56	94	14 983	1 313	9 795	34 827	45 935	60 918
Cumulatif janv. à mars 2010	112	100	212	32 016	10 636	4 290	1 400	16 326	48 342
Montréal, Québec									
Février r	566	1 635	2 201	403 682	4 631	83 893	13 988	102 512	506 194
Mars p	354	1 927	2 281	423 475	23 685	89 994	27 308	140 987	564 462
Cumulatif janv. à mars 2011	1 510	6 445	7 955	1 381 792	61 178	272 261	61 880	395 319	1 777 111
Cumulatif janv. à mars 2010	1 788	4 771	6 559	1 249 119	31 883	304 164	108 509	444 556	1 693 675
Oshawa, Ontario									
Février r	54	49	103	28 426	475	8 558	3 694	12 727	41 153
Mars p	142	8	150	52 396	65	5 609	3 005	8 679	61 075
Cumulatif janv. à mars 2011	245	95	340	109 830	877	16 295	25 579	42 751	152 581
Cumulatif janv. à mars 2010	448	40	488	157 328	2 972	14 823	31 964	49 759	207 087
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec									
Février r	238	239	477	82 328	666	60 277	10 944	71 887	154 215
Mars p	83	269	352	57 423	929	32 697	1 217	34 843	92 266
Cumulatif janv. à mars 2011	528	1 237	1 765	254 562	3 395	146 382	75 557	225 334	479 896
Cumulatif janv. à mars 2010	667	938	1 605	269 434	1 646	100 010	29 794	131 450	400 884
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec									
Février r	80	140	220	33 864	792	11 183	746	12 721	46 585
Mars p	44	290	334	34 750	3 025	3 221	2 323	8 569	43 319
Cumulatif janv. à mars 2011	191	801	992	115 818	3 877	19 019	6 520	29 416	145 234
Cumulatif janv. à mars 2010	297	554	851	118 573	3 107	26 287	5 456	34 850	153 423
Peterborough, Ontario									
Février r	8	3	11	3 202	2 110	1 822	0	3 932	7 134
Mars p	25	8	33	10 098	813	3 652	0	4 465	14 563
Cumulatif janv. à mars 2011	36	11	47	14 597	3 003	6 200	50	9 253	23 850
Cumulatif janv. à mars 2010	72	17	89	22 085	539	3 491	16 234	20 264	42 349
Québec, Québec									
Février r	133	312	445	74 409	1 311	40 097	742	42 150	116 559
Mars p	119	362	481	105 042	1 473	18 272	6 655	26 400	131 442
Cumulatif janv. à mars 2011	413	1 091	1 504	274 190	4 082	82 019	13 301	99 402	373 592
Cumulatif janv. à mars 2010	606	1 630	2 236	365 242	10 477	94 661	17 246	122 384	487 626

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 6 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2011

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					Total
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			milliers de dollars					
Regina, Saskatchewan									
Février ^r	75	3	78	20 752	850	6 112	530	7 492	28 244
Mars ^p	75	11	86	19 913	1 843	42 815	1 930	46 588	66 501
Cumulatif janv. à mars 2011	257	159	416	77 009	2 933	105 157	18 417	126 507	203 516
Cumulatif janv. à mars 2010	170	82	252	53 961	11 622	55 265	5 641	72 528	126 489
Saguenay, Québec									
Février ^r	37	22	59	11 796	2 888	1 495	2 470	6 853	18 649
Mars ^p	36	25	61	12 783	816	3 528	11 455	15 799	28 582
Cumulatif janv. à mars 2011	101	67	168	32 628	3 829	8 340	13 925	26 094	58 722
Cumulatif janv. à mars 2010	102	114	216	36 261	1 842	3 770	3 504	9 116	45 377
Saint John, Nouveau-Brunswick									
Février ^r	32	4	36	7 787	0	1 019	49	1 068	8 855
Mars ^p	28	14	42	7 983	960	2 860	1 802	5 622	13 605
Cumulatif janv. à mars 2011	100	18	118	23 374	1 450	8 044	1 907	11 401	34 775
Cumulatif janv. à mars 2010	132	114	246	30 847	2 001	9 604	927	12 532	43 379
Saskatoon, Saskatchewan									
Février ^r	161	17	178	52 509	4 993	9 296	70	14 359	66 868
Mars ^p	138	80	218	55 112	1 530	8 549	1 658	11 737	66 849
Cumulatif janv. à mars 2011	436	122	558	157 834	7 776	26 604	4 528	38 908	196 742
Cumulatif janv. à mars 2010	406	161	567	94 827	5 790	26 598	13 731	46 119	140 946
Sherbrooke, Québec									
Février ^r	94	144	238	29 462	1 515	1 950	10 565	14 030	43 492
Mars ^p	82	99	181	29 603	415	3 128	157	3 700	33 303
Cumulatif janv. à mars 2011	249	374	623	89 508	2 091	6 779	13 386	22 256	111 764
Cumulatif janv. à mars 2010	324	392	716	99 463	205	16 816	10 425	27 446	126 909
St. Catharines-Niagara, Ontario									
Février ^r	86	22	108	27 443	453	25 260	455	26 168	53 611
Mars ^p	38	107	145	24 917	2 807	36 229	1 855	40 891	65 808
Cumulatif janv. à mars 2011	168	190	358	71 043	5 620	70 971	2 465	79 056	150 099
Cumulatif janv. à mars 2010	175	126	301	66 008	3 869	45 651	802	50 322	116 330
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador									
Février ^r	87	9	96	21 584	0	7 813	903	8 716	30 300
Mars ^p	99	17	116	31 043	79	4 556	5 390	10 025	41 068
Cumulatif janv. à mars 2011	312	93	405	101 868	279	16 505	11 680	28 464	130 332
Cumulatif janv. à mars 2010	455	64	519	139 440	690	25 171	11 477	37 338	176 778
Thunder Bay, Ontario									
Février ^r	10	19	29	2 643	590	3 527	500	4 617	7 260
Mars ^p	12	1	13	3 187	0	2 056	8 131	10 187	13 374
Cumulatif janv. à mars 2011	23	20	43	6 653	3 690	7 490	8 761	19 941	26 594
Cumulatif janv. à mars 2010	11	2	13	4 245	478	20 056	3 922	24 456	28 701
Toronto, Ontario									
Février ^r	636	694	1 330	378 150	16 418	144 377	404 528	565 323	943 473
Mars ^p	907	3 266	4 173	1 176 867	31 065	229 410	695 120	955 595	2 132 462
Cumulatif janv. à mars 2011	2 589	5 883	8 472	2 267 920	69 780	587 833	1 196 207	1 853 820	4 121 740
Cumulatif janv. à mars 2010	2 686	6 233	8 919	2 038 964	150 247	728 569	177 031	1 055 847	3 094 811
Trois-Rivières, Québec									
Février ^r	15	62	77	12 945	210	1 803	326	2 339	15 284
Mars ^p	26	68	94	17 502	3 933	2 653	372	6 958	24 460
Cumulatif janv. à mars 2011	53	132	185	35 232	4 398	8 376	878	13 652	48 884
Cumulatif janv. à mars 2010	82	544	626	82 326	9 090	8 371	7 539	25 000	107 326

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 6 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2011

	Nombre d'unités de logement			Résidentiel	Valeur estimative de la construction				Total
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total		Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			milliers de dollars					
Vancouver, Colombie-Britannique									
Février ^r	303	977	1 280	272 540	10 386	81 521	14 952	106 859	379 399
Mars ^p	283	879	1 162	294 294	7 367	238 942	21 993	268 302	562 596
Cumulatif janv. à mars 2011	886	3 167	4 053	865 099	23 786	375 837	52 852	452 475	1 317 574
Cumulatif janv. à mars 2010	1 268	2 338	3 606	889 310	14 152	199 968	87 821	301 941	1 191 251
Victoria, Colombie-Britannique									
Février ^r	60	104	164	43 800	634	2 427	2 941	6 002	49 802
Mars ^p	49	69	118	25 866	1 125	10 904	1 616	13 645	39 511
Cumulatif janv. à mars 2011	159	316	475	106 201	2 764	20 950	4 718	28 432	134 633
Cumulatif janv. à mars 2010	280	283	563	143 636	2 375	25 822	8 865	37 062	180 698
Windsor, Ontario									
Février ^r	24	6	30	8 159	1 130	3 284	1 252	5 666	13 825
Mars ^p	34	16	50	12 330	7 087	3 609	1 150	11 846	24 176
Cumulatif janv. à mars 2011	74	25	99	26 628	8 556	9 147	2 994	20 697	47 325
Cumulatif janv. à mars 2010	101	42	143	30 580	37 965	34 475	2 855	75 295	105 875
Winnipeg, Manitoba									
Février ^r	216	243	459	70 916	4 665	24 469	1 926	31 060	101 976
Mars ^p	173	88	261	59 264	7 434	8 832	28 460	44 726	103 990
Cumulatif janv. à mars 2011	655	516	1 171	214 849	13 601	40 311	30 969	84 881	299 730
Cumulatif janv. à mars 2010	623	104	727	163 008	4 619	47 885	22 331	74 835	237 843

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : maison individuelle, chalet et maison mobile.

Tableau 7
Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2011

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
nombre d'unités de logement							
Canada							
Février r	4 233	12	615	1 004	3 917	501	10 282
Mars p	7 377	19	890	1 874	7 116	895	18 171
Cumulatif janv. à mars 2011	15 680	35	2 118	4 310	16 922	2 135	41 200
Cumulatif janv. à mars 2010	20 380	49	2 672	3 735	14 869	1 892	43 597
Terre-Neuve-et-Labrador							
Février r	47	0	1	0	4	6	58
Mars p	110	1	0	0	20	5	136
Cumulatif janv. à mars 2011	228	1	1	28	56	18	332
Cumulatif janv. à mars 2010	320	0	0	8	77	18	423
Île-du-Prince-Édouard							
Février r	11	0	0	0	2	0	13
Mars p	18	0	0	0	49	0	67
Cumulatif janv. à mars 2011	37	0	0	0	53	0	90
Cumulatif janv. à mars 2010	48	1	4	0	95	1	149
Nouvelle-Écosse							
Février r	101	1	6	0	246	0	354
Mars p	164	3	8	0	43	100	318
Cumulatif janv. à mars 2011	350	5	36	13	303	104	811
Cumulatif janv. à mars 2010	424	5	30	34	312	47	852
Nouveau-Brunswick							
Février r	33	0	6	0	0	5	44
Mars p	112	0	2	3	62	2	181
Cumulatif janv. à mars 2011	165	0	12	3	62	16	258
Cumulatif janv. à mars 2010	267	6	6	22	254	36	591
Québec							
Février r	1 190	7	285	53	1 599	300	3 434
Mars p	1 851	10	370	173	2 751	486	5 641
Cumulatif janv. à mars 2011	3 748	20	831	327	6 416	960	12 302
Cumulatif janv. à mars 2010	4 680	20	1 064	271	4 946	1 167	12 148
Ontario							
Février r	1 131	2	101	639	577	62	2 512
Mars p	2 512	1	206	911	2 834	178	6 642
Cumulatif janv. à mars 2011	5 164	3	557	2 480	5 612	520	14 336
Cumulatif janv. à mars 2010	6 315	13	876	2 243	5 509	239	15 195
Manitoba							
Février r	220	0	1	17	237	6	481
Mars p	286	1	8	62	23	5	385
Cumulatif janv. à mars 2011	756	1	12	84	444	13	1 310
Cumulatif janv. à mars 2010	784	1	1	28	194	1	1 009
Saskatchewan							
Février r	202	0	10	42	0	4	258
Mars p	331	1	11	12	63	23	441
Cumulatif janv. à mars 2011	676	1	21	70	222	35	1 025
Cumulatif janv. à mars 2010	635	0	10	35	422	11	1 113
Alberta							
Février r	743	2	168	167	185	40	1 305
Mars p	1 265	2	228	206	704	30	2 435
Cumulatif janv. à mars 2011	2 860	4	534	436	1 045	114	4 993
Cumulatif janv. à mars 2010	4 142	3	549	311	563	105	5 673
Colombie-Britannique							
Février r	549	0	35	86	1 065	78	1 813
Mars p	723	0	57	507	546	64	1 897
Cumulatif janv. à mars 2011	1 680	0	112	869	2 686	353	5 700
Cumulatif janv. à mars 2010	2 745	0	132	783	2 497	267	6 424

Tableau 7 – suite

Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2011

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doublets	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
nombre d'unités de logement							
Yukon							
Février ^r	5	0	0	0	0	0	5
Mars ^p	5	0	0	0	1	0	6
Cumulatif janv. à mars 2011	15	0	0	0	1	0	16
Cumulatif janv. à mars 2010	17	0	0	0	0	0	17
Territoires du Nord-Ouest							
Février ^r	1	0	0	0	2	0	3
Mars ^p	0	0	0	0	0	2	2
Cumulatif janv. à mars 2011	1	0	0	0	2	2	5
Cumulatif janv. à mars 2010	3	0	0	0	0	0	3
Nunavut							
Février ^r	0	0	2	0	0	0	2
Mars ^p	0	0	0	0	20	0	20
Cumulatif janv. à mars 2011	0	0	2	0	20	0	22
Cumulatif janv. à mars 2010	0	0	0	0	0	0	0

Tableau 8
Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, mars 2011

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Double	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
nombre d'unités de logement							
Abbotsford-Mission, Colombie-Britannique	22	0	0	0	4	1	27
Barrie, Ontario	23	0	0	0	110	0	133
Brantford, Ontario	19	0	0	6	0	1	26
Calgary, Alberta	419	0	61	133	337	2	952
Edmonton, Alberta	440	1	126	45	231	13	856
Grand Sudbury, Ontario	9	0	0	0	79	0	88
Guelph, Ontario	36	0	4	0	5	12	57
Halifax, Nouvelle-Écosse	79	0	0	0	12	88	179
Hamilton, Ontario	105	0	0	8	0	7	120
Kelowna, Colombie-Britannique	52	0	2	12	6	4	76
Kingston, Ontario	46	0	4	4	0	0	54
Kitchener-Cambridge-Waterloo, Ontario	137	0	2	19	38	13	209
London, Ontario	93	0	2	19	0	1	115
Moncton, Nouveau- Brunswick	28	0	0	3	48	0	79
Montréal, Québec	565	0	129	53	1 663	163	2 573
Oshawa, Ontario	173	0	0	0	8	0	181
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	172	0	56	177	91	247	743
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	101	0	26	160	78	5	370
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	71	0	30	17	13	242	373
Peterborough, Ontario	31	0	0	8	0	0	39
Québec, Québec	190	1	41	91	221	24	568
Regina, Saskatchewan	85	0	5	0	4	2	96
Saguenay, Québec	57	1	0	2	16	8	84
Saint John, Nouveau-Brunswick	27	0	0	0	14	0	41
Saskatoon, Saskatchewan	158	0	6	12	56	6	238
Sherbrooke, Québec	131	0	5	0	86	12	234
St. Catharines-Niagara, Ontario	47	0	2	26	0	79	154
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	73	0	0	0	16	1	90
Thunder Bay, Ontario	15	0	0	0	0	1	16
Toronto, Ontario	1 107	0	127	624	2 475	40	4 373
Trois-Rivières, Québec	41	0	14	0	55	2	112
Vancouver, Colombie-Britannique	309	0	26	368	444	41	1 188
Victoria, Colombie-Britannique	54	0	8	29	27	5	123
Windsor, Ontario	42	0	0	0	16	0	58
Winnipeg, Manitoba	178	0	8	62	15	3	266

Tableau 9
Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier à mars 2011

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
nombre d'unités de logement							
Abbotsford-Mission, Colombie-Britannique	53	0	0	0	96	2	151
Barrie, Ontario	33	0	0	8	110	0	151
Brantford, Ontario	57	0	0	36	0	16	109
Calgary, Alberta	1 090	0	135	274	448	3	1 950
Edmonton, Alberta	996	1	328	97	409	53	1 884
Grand Sudbury, Ontario	12	0	0	0	79	1	92
Guelph, Ontario	81	0	18	21	5	19	144
Halifax, Nouvelle-Écosse	174	0	20	6	256	89	545
Hamilton, Ontario	308	0	0	56	330	11	705
Kelowna, Colombie-Britannique	95	0	2	16	8	25	146
Kingston, Ontario	78	0	4	26	0	14	122
Kitchener-Cambridge-Waterloo, Ontario	270	0	14	37	120	156	597
London, Ontario	214	0	2	53	72	2	343
Moncton, Nouveau- Brunswick	30	0	0	3	48	5	86
Montréal, Québec	1 362	0	273	144	4 215	417	6 411
Oshawa, Ontario	241	0	22	7	64	2	336
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	570	0	168	631	820	256	2 445
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	394	0	74	592	561	10	1 631
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	176	0	94	39	259	246	814
Peterborough, Ontario	38	0	0	8	3	0	49
Québec, Québec	388	1	168	91	558	60	1 266
Regina, Saskatchewan	198	0	7	0	148	4	357
Saguenay, Québec	104	1	0	2	28	25	160
Saint John, Nouveau-Brunswick	46	0	4	0	14	0	64
Saskatoon, Saskatchewan	350	0	6	42	58	16	472
Sherbrooke, Québec	251	0	21	24	184	67	547
St. Catharines-Niagara, Ontario	130	0	14	72	3	101	320
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	149	0	1	28	50	14	242
Thunder Bay, Ontario	21	1	0	0	0	20	42
Toronto, Ontario	2 251	0	351	1 447	3 952	133	8 134
Trois-Rivières, Québec	60	0	28	0	90	3	181
Vancouver, Colombie-Britannique	778	0	60	668	2 199	240	3 945
Victoria, Colombie-Britannique	140	0	14	58	196	48	456
Windsor, Ontario	68	0	2	0	20	3	93
Winnipeg, Manitoba	574	0	8	84	418	6	1 090

Tableau 10
Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2011

	Valeur de la construction				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
milliers de dollars					
Canada					
Février ^r	2 066 811	861 672	985 247	688 380	4 602 110
Mars ^p	4 136 920	296 663	1 173 345	1 278 162	6 885 090
Cumulatif janv. à mars 2011	8 586 117	1 412 119	2 916 485	2 302 405	15 217 126
Cumulatif janv. à mars 2010	9 041 642	904 729	2 901 274	1 351 629	14 199 274
Terre-Neuve-et-Labrador					
Février ^r	13 377	191	16 507	903	30 978
Mars ^p	31 803	532	6 298	5 465	44 098
Cumulatif janv. à mars 2011	70 599	925	29 275	12 128	112 927
Cumulatif janv. à mars 2010	90 588	1 011	30 580	12 929	135 108
Île-du-Prince-Édouard					
Février ^r	2 751	175	7 019	859	10 804
Mars ^p	8 361	5 220	2 204	4 033	19 818
Cumulatif janv. à mars 2011	12 679	6 518	15 758	5 062	40 017
Cumulatif janv. à mars 2010	18 427	1 549	12 462	5 868	38 306
Nouvelle-Écosse					
Février ^r	58 640	458	19 985	1 070	80 153
Mars ^p	67 584	1 822	43 374	8 500	121 280
Cumulatif janv. à mars 2011	154 620	3 256	101 328	10 549	269 753
Cumulatif janv. à mars 2010	159 962	21 521	51 083	27 581	260 147
Nouveau-Brunswick					
Février ^r	7 680	1 610	8 488	527	18 305
Mars ^p	28 656	2 690	12 526	31 202	75 074
Cumulatif janv. à mars 2011	42 379	6 334	31 540	43 123	123 376
Cumulatif janv. à mars 2010	74 958	14 953	25 872	15 594	131 377
Québec					
Février ^r	579 794	21 897	142 140	53 110	796 941
Mars ^p	988 402	75 833	140 273	65 577	1 270 085
Cumulatif janv. à mars 2011	2 070 447	145 910	385 880	156 185	2 758 422
Cumulatif janv. à mars 2010	2 064 498	120 163	446 342	247 979	2 878 982
Ontario					
Février ^r	557 615	156 368	277 973	520 329	1 512 285
Mars ^p	1 759 070	93 354	424 046	977 726	3 254 196
Cumulatif janv. à mars 2011	3 301 397	395 079	1 000 102	1 719 911	6 416 489
Cumulatif janv. à mars 2010	3 256 590	363 399	1 350 059	612 306	5 582 354
Manitoba					
Février ^r	70 289	7 118	26 793	2 031	106 231
Mars ^p	86 291	9 158	15 182	31 178	141 809
Cumulatif janv. à mars 2011	231 520	19 108	53 203	34 002	337 833
Cumulatif janv. à mars 2010	198 733	8 022	65 656	26 506	298 917
Saskatchewan					
Février ^r	62 724	6 598	61 092	5 638	136 052
Mars ^p	104 157	4 009	78 702	5 731	192 599
Cumulatif janv. à mars 2011	224 991	12 130	208 124	30 265	475 510
Cumulatif janv. à mars 2010	192 935	21 699	118 433	29 359	362 426
Alberta					
Février ^r	319 128	649 441	320 731	42 205	1 331 505
Mars ^p	576 176	67 653	159 788	78 188	881 805
Cumulatif janv. à mars 2011	1 222 924	758 390	609 162	136 204	2 726 680
Cumulatif janv. à mars 2010	1 492 698	295 341	440 576	216 730	2 445 345
Colombie-Britannique					
Février ^r	392 147	17 336	103 509	61 663	574 655
Mars ^p	476 312	35 842	288 492	68 979	869 625
Cumulatif janv. à mars 2011	1 240 191	63 023	477 872	153 152	1 934 238
Cumulatif janv. à mars 2010	1 487 069	54 260	329 787	156 465	2 027 581

Tableau 10 – suite

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2011

	Valeur de la construction				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
milliers de dollars					
Yukon					
Février r	1 220	386	3	45	1 654
Mars p	1 880	500	2 078	1 583	6 041
Cumulatif janv. à mars 2011	4 467	1 207	2 741	1 824	10 239
Cumulatif janv. à mars 2010	3 310	1 682	19 428	248	24 668
Territoires du Nord-Ouest					
Février r	846	94	1 007	0	1 947
Mars p	228	50	382	0	660
Cumulatif janv. à mars 2011	1 303	239	1 499	0	3 041
Cumulatif janv. à mars 2010	1 845	869	6 876	64	9 654
Nunavut					
Février r	600	0	0	0	600
Mars p	8 000	0	0	0	8 000
Cumulatif janv. à mars 2011	8 600	0	1	0	8 601
Cumulatif janv. à mars 2010	29	260	4 120	0	4 409

Tableau 11

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, mars 2011

	Valeur de la construction				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
milliers de dollars					
Abbotsford-Mission, Colombie-Britannique	4 791	1 397	9 273	0	15 461
Barrie, Ontario	29 974	437	7 257	2 136	39 804
Brantford, Ontario	4 502	32	325	451	5 310
Calgary, Alberta	224 863	15 293	79 040	30 406	349 602
Edmonton, Alberta	217 844	15 181	30 175	31 409	294 609
Grand Sudbury, Ontario	15 503	921	978	725	18 127
Guelph, Ontario	10 770	1 196	14 530	0	26 496
Halifax, Nouvelle-Écosse	38 053	240	13 787	8 095	60 175
Hamilton, Ontario	41 387	1 375	19 003	31 305	93 070
Kelowna, Colombie-Britannique	25 392	7 960	3 534	13 773	50 659
Kingston, Ontario	8 419	633	2 258	1 271	12 581
Kitchener-Cambridge-Waterloo, Ontario	49 634	11 353	7 180	142 661	210 828
London, Ontario	34 907	5 532	6 790	54 577	101 806
Moncton, Nouveau-Brunswick	10 152	86	5 927	25 554	41 719
Montréal, Québec	462 064	23 685	74 756	27 308	587 813
Oshawa, Ontario	58 287	65	5 482	3 005	66 839
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	98 490	3 954	34 634	3 540	140 618
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	60 359	929	31 958	1 217	94 463
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	38 131	3 025	2 676	2 323	46 155
Peterborough, Ontario	11 021	813	3 569	0	15 403
Québec, Québec	115 342	1 473	15 178	6 655	138 648
Regina, Saskatchewan	21 138	1 843	42 815	1 930	67 726
Saguenay, Québec	15 020	816	2 931	11 455	30 222
Saint John, Nouveau-Brunswick	6 089	960	2 860	1 802	11 711
Saskatoon, Saskatchewan	58 011	1 530	8 549	1 658	69 748
Sherbrooke, Québec	33 885	415	2 598	157	37 055
St. Catharines-Niagara, Ontario	26 403	2 807	35 410	1 855	66 475
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	22 998	79	4 556	5 390	33 023
Thunder Bay, Ontario	3 577	0	2 010	8 131	13 718
Toronto, Ontario	1 222 815	31 065	224 226	695 120	2 173 226
Trois-Rivières, Québec	19 634	3 933	2 204	372	26 143
Vancouver, Colombie-Britannique	301 716	7 367	238 942	21 993	570 018
Victoria, Colombie-Britannique	26 880	1 125	10 904	1 616	40 525
Windsor, Ontario	13 483	7 087	3 527	1 150	25 247
Winnipeg, Manitoba	58 933	7 434	8 832	28 460	103 659

Tableau 12
Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non
désaisonnalisées, cumulatif, janvier à mars 2011

	Valeur de la construction				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
milliers de dollars					
Abbotsford-Mission, Colombie-Britannique	25 472	3 059	11 185	1 200	40 916
Barrie, Ontario	35 472	902	13 662	5 016	55 052
Brantford, Ontario	13 831	119	7 634	609	22 193
Calgary, Alberta	486 257	627 225	237 330	51 991	1 402 803
Edmonton, Alberta	484 439	26 649	162 643	64 098	737 829
Grand Sudbury, Ontario	18 013	3 356	7 968	17 308	46 645
Guelph, Ontario	26 059	6 108	16 550	1 060	49 777
Halifax, Nouvelle-Écosse	98 999	734	41 974	8 810	150 517
Hamilton, Ontario	157 762	10 344	69 091	39 926	277 123
Kelowna, Colombie-Britannique	42 585	8 591	10 675	13 929	75 780
Kingston, Ontario	18 518	1 093	3 213	1 466	24 290
Kitchener-Cambridge-Waterloo, Ontario	122 277	175 697	57 570	152 221	507 765
London, Ontario	82 360	6 624	21 544	131 722	242 250
Moncton, Nouveau-Brunswick	10 998	1 313	9 795	34 827	56 933
Montréal, Québec	1 095 866	61 178	192 209	61 880	1 411 133
Oshawa, Ontario	99 867	877	12 945	25 579	139 268
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	310 715	7 272	127 509	82 077	527 573
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	218 768	3 395	113 909	75 557	411 629
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	91 947	3 877	13 600	6 520	115 944
Peterborough, Ontario	13 914	3 003	5 366	50	22 333
Québec, Québec	226 895	4 082	58 302	13 301	302 580
Regina, Saskatchewan	60 457	2 933	105 157	18 417	186 964
Saguenay, Québec	28 542	3 829	5 895	13 925	52 191
Saint John, Nouveau-Brunswick	10 343	1 450	8 044	1 907	21 744
Saskatoon, Saskatchewan	122 693	7 776	26 604	4 528	161 601
Sherbrooke, Québec	73 820	2 091	5 002	13 386	94 299
St. Catharines-Niagara, Ontario	58 158	5 620	59 886	2 465	126 129
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	52 475	279	16 505	11 680	80 939
Thunder Bay, Ontario	5 929	3 690	5 874	8 761	24 254
Toronto, Ontario	2 063 320	69 780	486 392	1 196 207	3 815 699
Trois-Rivières, Québec	32 205	4 398	5 734	878	43 215
Vancouver, Colombie-Britannique	827 714	23 786	375 837	52 852	1 280 189
Victoria, Colombie-Britannique	99 021	2 764	20 950	4 718	127 453
Windsor, Ontario	23 318	8 556	7 490	2 994	42 358
Winnipeg, Manitoba	184 224	13 601	40 311	30 969	269 105

Tableau 13
Valeur des permis non résidentiels selon le genre de bâtiment, provinces et territoires, mars 2011

	Canada	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du- Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario
milliers de dollars							
Non résidentiel, total	2 748 170	12 295	11 457	53 696	46 418	281 683	1 495 126
Industriel	296 663	532	5 220	1 822	2 690	75 833	93 354
Usines, fabriques	145 983	0	5 055	285	318	37 315	46 783
Transports, services	57 276	0	0	450	1 667	4 577	14 439
Mines et agriculture	40 692	0	0	0	0	21 512	11 859
Projets industriels mineurs, neuf et améliorations ¹	52 712	532	165	1 087	705	12 429	20 273
Commercial	1 173 345	6 298	2 204	43 374	12 526	140 273	424 046
Commerces et services	237 435	2 749	335	21 299	2 216	45 655	78 460
Entrepôts	90 390	450	280	0	350	5 000	44 857
Postes d'essence	30 216	0	0	600	0	3 100	11 550
Édifices à bureaux	310 076	298	300	1 917	6 006	19 190	46 579
Loisirs	135 679	0	655	16 235	0	19 954	43 651
Hôtels, restaurants	211 563	0	0	392	0	12 569	147 239
Laboratoires	4 456	0	0	0	0	4 081	0
Projets commerciaux mineurs, neuf et améliorations ¹	153 530	2 801	634	2 931	3 954	30 724	51 710
Institutionnel et gouvernemental	1 278 162	5 465	4 033	8 500	31 202	65 577	977 726
Écoles, éducation	517 307	3 000	0	0	720	30 379	407 114
Hôpitaux, médical	462 128	0	0	0	25 172	17 686	386 695
Bien-être, foyers	36 986	0	0	0	3 935	3 109	6 125
Églises, religion	14 112	0	545	0	0	1 515	9 825
Bureaux gouvernementaux	220 188	1 390	3 300	8 080	274	6 300	157 666
Projets institutionnels et gouvernementaux mineurs, neuf et améliorations ¹	27 441	1 075	188	420	1 101	6 588	10 301
	Manitoba	Saskat- chewan	Alberta	Colombie- Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut
milliers de dollars							
Non résidentiel, total	55 518	88 442	305 629	393 313	4 161	432	0
Industriel	9 158	4 009	67 653	35 842	500	50	0
Usines, fabriques	350	1 445	40 223	13 709	500	0	0
Transports, services	6 414	1 500	20 001	8 228	0	0	0
Mines et agriculture	0	0	0	7 321	0	0	0
Projets industriels mineurs, neuf et améliorations ¹	2 394	1 064	7 429	6 584	0	50	0
Commercial	15 182	78 702	159 788	288 492	2 078	382	0
Commerces et services	3 490	17 667	35 944	29 620	0	0	0
Entrepôts	1 200	7 696	11 541	19 016	0	0	0
Postes d'essence	0	4 075	6 985	3 906	0	0	0
Édifices à bureaux	3 104	7 107	58 639	166 156	780	0	0
Loisirs	900	10 624	7 879	35 781	0	0	0
Hôtels, restaurants	1 823	27 117	14 070	7 461	892	0	0
Laboratoires	0	0	375	0	0	0	0
Projets commerciaux mineurs, neuf et améliorations ¹	4 665	4 416	24 355	26 552	406	382	0
Institutionnel et gouvernemental	31 178	5 731	78 188	68 979	1 583	0	0
Écoles, éducation	18 083	587	36 944	20 480	0	0	0
Hôpitaux, médical	2 500	750	15 350	12 575	1 400	0	0
Bien-être, foyers	7 500	3 703	650	11 964	0	0	0
Églises, religion	1 633	0	0	594	0	0	0
Bureaux gouvernementaux	800	0	23 197	19 181	0	0	0
Projets institutionnels et gouvernementaux mineurs, neuf et améliorations ¹	662	691	2 047	4 185	183	0	0

1. Réfère aux projets dont la valeur est inférieure à 250,000 \$ pour lesquels la ventilation par genre de bâtiment n'est pas disponible.

Description – Enquête mensuelle sur les permis de bâtir

Les renseignements qui suivent devraient être utilisés pour s'assurer de bien comprendre les concepts fondamentaux sur lesquels s'appuie la définition des données présentées ici, les méthodes qui sous-tendent l'enquête et les principaux aspects de la qualité des données. Ces renseignements vous aideront à mieux comprendre les points forts et les limites des données et la façon de bien les utiliser et les analyser. Ils pourraient être particulièrement importants lors de la comparaison des données à celles provenant d'autres enquêtes ou d'autres sources, ainsi que lors de leur analyse afin de tirer des conclusions quant à leur évolution au fil du temps.

Sources de données et méthodologie

L'enquête mensuelle sur les permis de bâtir menée auprès des municipalités canadiennes vise à recueillir des informations sur les intentions de construction. Les résultats de cette enquête servent d'une part de base de référence à la S.C.H.L. (Société canadienne d'hypothèques et du logement) dont l'un des mandats est d'effectuer le relevé mensuel du nombre de logements mis en chantier et parachevés. D'autre part, la statistique sur les permis de bâtir constitue un élément essentiel dans le calcul des dépenses d'immobilisation. De plus l'émission du permis de bâtir étant l'une des premières étapes du processus de construction, cette statistique est grandement utilisée comme indicateur avancé de cette activité.

Méthodologie générale : L'enquête sur les permis de bâtir couvre environ 2 400 municipalités en provenance de toutes les provinces et territoires et regroupant 95 % de la population canadienne. Elles ne font pas l'objet d'un échantillon prédéterminé et la participation à cette enquête est obligatoire. Les collectivités représentant les autres 5 % de la population sont très petites et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total. En pratique, toutes les agglomérations urbaines y sont représentées ainsi qu'un bon pourcentage des municipalités rurales. Sauf exception, l'enquête couvre au minimum les municipalités déjà incluses dans l'enquête « Logements mis en chantier et parachevés ». Sur une base régulière les municipalités non-répondantes et émettant des permis sont incitées à répondre à l'enquête. De ce fait, le nombre de municipalités couvertes s'accroît continuellement.

L'enquête est généralement menée par la poste bien que certaines municipalités puissent choisir de répondre par téléphone. L'agent municipal responsable de l'émission des permis remplit mensuellement un formulaire sur lequel chacun des projets de construction d'envergure doit être décrit.

Après avoir rempli leur rapport, les municipalités en acheminent une copie au bureau central de Statistique Canada et l'autre au bureau local de la Société canadienne d'hypothèques et du logement (S.C.H.L.). Afin de réduire leur fardeau, de plus en plus de répondants produisent un rapport informatisé. Seules les municipalités retardataires, incluses dans l'enquête de la S.C.H.L. ci-haut mentionnée, font l'objet d'un suivi téléphonique.

À leur réception au bureau central de Statistique Canada, les rapports sont vérifiés, codés et saisis.

Des procédures de contrôle qualitatif rigoureuses sont utilisées afin de s'assurer que la collecte, la codification ainsi que le traitement des données sont effectués avec le plus de précision possible. Des vérifications sont également exercées sur les totalisations et l'ordre de grandeur des données. Chaque rapport qui ne répond pas aux critères de qualité retenus fait l'objet d'une vérification et est corrigé au besoin.

Il faut procéder à des imputations pour chaque caractéristique pour laquelle aucune déclaration n'a été reçue. On les calcule automatiquement, sous réserve de certaines contraintes, en appliquant aux valeurs utilisées précédemment, les variations mensuelles et annuelles des valeurs semblables des municipalités répondantes; et le patron historique des municipalités manquantes. Aucune estimation n'est faite pour le manque de couverture, la clandestinité ou la sous-évaluation des permis émis. Pour cette raison, l'erreur d'échantillonnage ne peut être calculée.

Les statistiques mensuelles ne font pas l'objet de correction pour les permis annulés ou périmés. D'après les agents municipaux, le volume d'annulation ou d'inutilisation est inférieur à 5 %.

Période de référence : La période de référence aux fins de la collecte de données est le mois civil. Les rapports des municipalités qui font parties d'une région métropolitaine de recensement ou d'une agglomération de recensement doivent nous parvenir dans les 20 jours suivant le mois visé. Les autres municipalités ont 30 jours pour produire leur rapport. Les résultats sont diffusés entre 35 et 40 jours après la fin du mois de référence. Les données annuelles finales pour l'année civile antérieure sont diffusées en même temps que les données pour le mois de janvier de l'enquête.

Révisions : Les révisions pouvant affecter les résultats de l'enquête sur les permis de bâtir sont de deux natures:

Révisions dues à la correction d'erreurs de codage

Mensuellement, seules les données du mois précédent la période de référence peuvent être affectées par de telles révisions.

Révisions dues à l'addition de rapports tardifs

Les rapports tardifs se rapportant au mois précédent la période de référence sont incorporés aux résultats de l'enquête sur une base courante. Cependant, les rapports reçus après la limite de deux mois suivant le mois de référence ne sont introduits qu'à la fin de l'année. Par conséquent, les données des douze derniers mois sont sujets à révision.

Désaisonnalisation : Le cycle météorologique normal entraîne des fluctuations prévisibles des données. Les séries de données diffusées englobent à la fois des données désaisonnalisées (donc excluant les influences annuelles prévisibles) et des données non désaisonnalisées. Les données désaisonnalisées portant sur le total des unités et la valeur agrégée des permis de bâtir sont obtenues indirectement, c'est-à-dire par l'addition de leurs composantes désaisonnalisées. On obtient les unités totales de logement par l'agrégation des données désaisonnalisées de type unifamilial et multiple; la valeur totale des permis résulte pour sa part de la somme des éléments suivants: unifamiliale, multiple, industriel, commercial et institutionnel. Certaines séries ne présentent aucune saisonnalité apparente. Ainsi, les valeurs non-désaisonnalisées de ces séries ont été utilisées et agrégées aux valeurs désaisonnalisées des autres séries. À la fin de l'année, les séries chronologiques désaisonnalisées sont révisées afin de tenir compte des plus récentes fluctuations saisonnières. Habituellement, seules les trois années de fin de série sont affectées par ce processus de révision. Les données révisées sont introduites à la banque de données CANSIM.

Concepts et variables observées

Les données statistiques présentées dans le produit décrit ici ont trait au nombre d'unités de logement autorisées et à la **valeur des permis de bâtir**. La valeur des permis rapportés comprend les dépenses suivantes : matériaux, main d'oeuvre, profits et frais généraux. Le coût du terrain n'est jamais inclus dans la valeur estimative du permis tandis que les frais d'acquisition (actes notariés, frais d'arpentage, intérêts encourus) peuvent à l'occasion y être intégrés.

La classification utilisée dans la présente publication porte strictement sur les bâtiments pour lesquels un permis de bâtir a été émis. Généralement les permis émis correspondent aux travaux suivants : construction de nouveaux bâtiments, transformation de logement, ajout structurel, rénovation, etc. Les travaux de réparation (peinture, réfection de plancher, de toiture, etc.) pour lesquels aucun permis n'est requis et les travaux de génie (tels les barrages, les routes, les oléoducs, etc.), qui par définition ne sont pas des bâtiments, ne sont pas compris dans la présente statistique. Des estimations de ces travaux sont toutefois disponibles en consultant Cansim aux tableaux 029-0039 à 029-0040 pour les « Dépenses en immobilisations par type d'actif » et aux tableaux 029-0005 à 029-0024 et 032-0001 à 032-0002 pour l'« investissements privés et publics » (no 61-205-X au catalogue).

La description fournie par les municipalités concernant le type de bâtiment (case #6 de la Section A du formulaire) ainsi que le type de travail à effectuer (case #7 de la Section A du formulaire) constitue le fondement de la classification. La classification des bâtiments en groupes ou sous-groupes principaux se fonde sur les éléments suivants : la destination prévue, dans le cas des immeubles nouveaux; l'utilisation réelle ou prévue des bâtiments auxquels des améliorations sont effectués; affiliation de l'immeuble où la construction envisagée a pour objet d'assurer des commodités accessoires; la principale utilisation de l'ensemble lorsque la construction projetée est destinée à plus d'une fin, toutefois lorsque le bâtiment abrite des logements, on procède à la répartition de la valeur des travaux entre l'usage résidentiel et non résidentiel.

Catégories de bâtiments

Dans cette publication la **valeur des permis émis** soit pour l'érection de nouveaux édifices ou pour l'exécution de travaux d'amélioration sont regroupés d'après les genres de bâtiments suivants : résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental.

Construction résidentielle : Comprend tout bâtiment destiné à l'occupation privé soit sur une base permanente ou non. Les logements sont regroupés sous les types suivants : les logements unifamiliaux, mobiles, chalets, semi-détachés, en rangée ainsi que les appartements.

Construction industrielle : Englobe tout bâtiment destiné à la fabrication ou à la transformation de produits; au transport, aux communications et autres services d'utilité publique, à l'agriculture, à la sylviculture ainsi qu'à l'exploitation minière.

Construction commerciale : Il s'agit de tout bâtiment destiné à abriter des activités se rattachant au secteur tertiaire. Par exemple : les magasins, entrepôts, garages, immeubles à bureaux, théâtres, hôtels, salons funéraires, salons de beauté.

Construction institutionnelle et gouvernementale : Comprend les dépenses faites par les collectivités, les corps publics et les gouvernements pour la construction d'immeubles ou bâtiments; par exemple, écoles, universités, hôpitaux, cliniques, églises, foyers de vieillards.

Le **nombre d'unités de logements** correspond au nombre de logements indépendants créés. Il ne faut pas confondre avec le nombre de structures. Par exemple, dans le cas d'un édifice à appartements comptant six logements, on fera référence à six unités de logement. Dans le cas de transformation de bâtiments en unités de logement additionnelles, on tient compte du nombre de nouvelles unités créées. Dans cette publication, les unités de logements sont regroupées de la façon suivante:

Maison unifamiliale : Ce genre de logement est communément appelé « **maison simple** ». Il comprend les logements individuels complètement isolés de tout côté, y compris les maisons individuelles liées à un autre logement uniquement sous le sol. Sont inclus les unifamiliales à deux étages, les bungalows, les maisons à paliers multiples, qu'ils soient construits de façon conventionnelle ou préfabriquée.

Maison mobile : Maison conçue et construite pour être transportée sur son propre châssis et qu'on peut déplacer sans grand délai.

Chalet : Logement qui ne peut être habité à l'année ou en permanence puisque les installations nécessaires au confort sont insuffisantes.

Maison double ou semi-détachée : Correspond à toute maison d'habitation où chacun des deux logements sont côte à côte réunis soit par un mur commun ou un garage, mais non attenants à une autre construction et entourés d'espaces libres.

Maison en rangée : Il s'agit d'une rangée d'au moins trois logements réunis côte à côte sans autre logement au-dessus ou au-dessous.

Maison d'appartements : Cette catégorie inclut les logements compris dans une variété de bâtiments tels que : les duplex, les duplex jumelés, les triplex, les duplex en rangée, les appartements proprement dit et les logements adjacents à tout édifice non domiciliaire.

Transformation : Il s'agit du nombre de logements ajoutés par suite de la transformation d'un bâtiment déjà existant.

Classification géographique

Les entités géographiques sont classifiées selon la Classification Géographique Type (CGT) en usage à Statistique Canada. Un code (CGT) de douze chiffres a été attribué à chaque entité rapportante afin de pouvoir les classer selon les niveaux géographiques suivants:

Province et territoire (Pr) : On compte dix provinces et trois territoires.

Région économique (RE) : Il s'agit des régions infra-provinciales de Statistique Canada établies par la Division des normes. On en compte soixante-seize.

Division de recensement (DR) : L'expression division de recensement signifie un regroupement de subdivision de recensement établie par une loi provinciale. On en dénombre deux cent quatre-vingt-huit (des données sous un tel regroupement géographique sont disponibles sur demande).

Région métropolitaine de recensement (RMR) : Leur délimitation correspond à la définition du recensement de 2006. Le terme (RMR) désigne la principale zone du marché du travail d'une région urbaine (noyau urbanisé) comptant 100,000 habitants ou plus, d'après les chiffres de population du recensement. Les trente-trois (RMR) figurent dans cette publication. Toutefois, bien que le recensement de 2006 définisse Ottawa-Gatineau comme une seule (RMR), elle est présentée ici en deux entités distinctes étant donné qu'elles sont situées dans des provinces différentes.

Agglomération de recensement (AR) : Elle correspond aux zones de marchés de travail moins vastes des noyaux urbanisés comptant 10,000 habitants ou plus, tel que défini au recensement de 2006. On compte cent onze (AR) au Canada. Lorsqu'une (AR) chevauche deux provinces elle est présentée partiellement dans chacune de celles-ci. L'agglomération de Lloydminster fait toutefois exception à cette règle, paraissant en totalité en Alberta.

Autres municipalités de 10,000 de population et plus : Il s'agit de municipalités ne faisant pas partie d'agglomérations de recensement dont la taille est d'environ 10,000 habitants. On distingue ces municipalités afin de rendre possible la comparaison entre l'enquête sur les permis de bâtir et celle sur les mises en chantier qui utilise ce concept.

Partie rurale : Sont regroupés sous cette rubrique toutes les entités géographiques ne faisant pas partie d'un (RMR) ou d'une (AR) et n'étant pas identifiées par la Société canadienne d'hypothèques et de logement comme un centre urbain.

Subdivision de recensement (SDR) : L'expression subdivision de recensement se rattache aux municipalités, aux réserves indiennes, aux établissements et aux territoires non organisés. Toutefois étant donné que les établissements et les réserves indiennes n'émettent pas de permis de bâtir, elles ne sont pas comprises dans cette publication.

Unité géographique non-standard : Les unités géographiques qui apparaissent dans cette publication ne correspondent pas toutes à la définition de subdivision de recensement tel que défini ci-haut. Certaines administrations provinciales ou municipales étant dans l'impossibilité de produire des rapports mensuels conformes aux entités géographiques officielles, nous les publions selon l'entité géographique utilisée par ces administrations. Ces unités géographiques dites non-standards ne sont cependant pas très nombreuses et sont surtout concentrées dans les provinces maritimes.

Révisions territoriales

Les limites territoriales ont été établies conformément aux définitions du recensement de 2006. Durant les périodes intercensitaires les changements de limites, de statuts et de noms des (SDR) sont introduits dans cette publication sur une base annuelle. Les changements affectant les autres unités géographiques (RMR, AR, DR, RE) sont pour leurs parts incorporés sur base quinquennale dix huit mois après la tenue du recensement.

Exactitude des données

Les données sur les permis de bâtir étant extraites de documents administratifs municipaux, deux types d'erreurs de réponse sont possibles : les erreurs imputables au demandeur de permis et les erreurs de transcription faites par la municipalité répondante. L'expérience prouve que les erreurs de transcription sont peu fréquentes. De plus, du fait qu'un nombre croissant de municipalités produisent des rapports automatisés la fréquence de ce type d'erreur tend à diminuer. Toutefois, les erreurs provenant d'une déclaration sous-estimant le coût du projet de construction sont toujours probables. Le mode de tarification des permis qui, dans la plupart des cas, est établi en fonction de la valeur de construction mène indubitablement à une sous-évaluation de la valeur des projets.

Les autres sources d'erreurs sont les erreurs de traitement et les erreurs de non-réponse. En 2010, plus de 99 % des municipalités couvertes par l'enquête ont fait parvenir leurs rapports mensuels sur les permis de bâtir.

Comparabilité des données et sources connexes

Toute comparaison de données doit être faite avec réserve étant donné que les modalités d'émission de permis ainsi que les méthodes d'estimation des valeurs peuvent différer d'une municipalité à l'autre. De plus, puisque le nombre de municipalités participant à l'enquête s'accroît constamment, on doit tenir compte de ce fait lors de comparaisons touchant des périodes différentes.

La présente publication ne renferme qu'une partie des données produites sur les permis de bâtir. On peut cependant en s'adressant à la section des Indicateurs courants de l'investissement (613-951-6321 ou 1-800-579-8533) commander soit des tableaux non-publiés ou soumettre des requêtes spéciales. Les séries présentées ici sont aussi disponibles sur CANSIM : Tableaux 026-0001 à 26-0008 et 026-0010.

Appendice I

Abréviations géographiques

C	Cité / City
CC	Chartered community
CÉ	Cité
CG	Community government
CM	County (municipality)
CN	Colonie de la couronne / Crown colony
COM	Community
CT	Canton (municipalité de)
CU	Cantons unis (municipalité de)
CY	City
DM	District municipality
HAM	Hamlet
ID	Improvement district
IGD	Indian government district
IM	Island municipality
IRI	Réserve indienne / Indian reserve
LGD	Local government district
LOT	Township and royalty
M	Municipalité / Municipality
MD	Municipal district
MÉ	Municipalité
MU	Municipality
NH	Northern hamlet
NL	Nisgaa land
NO	Non organisé / Unorganized
NV	Northern village
NVL	Nisgaa village
P	Paroisse (municipalité de) / Parish
PE	Paroisse (municipalité de)
RCR	Communauté rurale / Rural community
RDA	Regional district electoral area
RG	Region
RGM	Regional municipality
RM	Rural municipality
RV	Resort village
S-É	Établissement indien / Indian settlement
SA	Special area
SC	Subdivision municipalité de comté / Subdivision of county municipality
SÉ	Établissement / Settlement
SET	Settlement
SM	Specialized municipality
SNO	Subdivision non organisée / Subdivision of unorganized
SV	Summer village
T	Town

TC	Terres réservées aux Cris
TI	Terre inuite
TK	Terres réservées aux Naskapis
TL	Teslin land
TP	Township
TV	Ville / Town
V	Ville
VC	Village cri
VK	Village naskapi
VL	Village
VN	Village nordique